



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/53/653  
S/1998/1051  
10 novembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-troisième session  
Point 48 de l'ordre du jour  
RAPPORT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ  
DE POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES  
RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU  
DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES  
SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE  
DEPUIS 1991

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 9 novembre 1998, adressée au Secrétaire  
général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission  
permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration rendue publique par le Ministère fédéral de la justice de la République fédérale de Yougoslavie au sujet des visas dont la délivrance à des fonctionnaires du Tribunal international de La Haye aurait été refusée (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 48 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ

ANNEXE

Déclaration rendue publique par le Ministère fédéral de la justice  
de la République fédérale de Yougoslavie

Des médias en Yougoslavie et à l'étranger ont annoncé que le Procureur du Tribunal pénal international de La Haye, Louise Arbour, et la Présidente du Tribunal, Gabrielle Kirk McDonald, ne se rendraient pas à Belgrade pour assister à un colloque sur le Tribunal parce que la République fédérale de Yougoslavie ne leur aurait pas délivré de visas d'entrée.

Cette information est inexacte. L'Ambassade de la République fédérale de Yougoslavie à La Haye a bel et bien délivré à la Présidente du Tribunal Gabrielle Kirk McDonald, au Procureur du Tribunal, Louise Arbour, et au Procureur adjoint, Graham Blewitt, ainsi qu'à neuf de leurs collaborateurs, des visas pour qu'ils assistent audit colloque.

Libre aux intéressés d'utiliser ou non les visas approuvés ou de faire des déclarations publiques, mais ils ne sauraient affirmer que des visas yougoslaves ne leur aient pas été délivrés.

À propos de la coopération avec le Tribunal de La Haye, il a été fait état des positions officielles yougoslaves dans une lettre adressée au Procureur du Tribunal, Louise Arbour, par le Ministre fédéral de la justice, Zoran Knezevic, et qui sont des positions de principe, dans la mesure où ce sont le droit de l'État de combattre le terrorisme et les mesures légitimes qu'il peut prendre à cette fin qui sont en cause au Kosovo et à Metohija, et non pas un conflit armé.

-----